



# FIDACO

AUDIT  
EXPERTISE  
CONSEIL

Jean-Christophe Pierrès  
Guillaume Pilat  
Frédéric Ploquin  
Sébastien Vialatte  
Experts-Comptables  
Commissaires aux Comptes  
Associés

Stéphane Guémas  
Expert-Comptable  
Associé

Hélène Vigneron  
Responsable Pôle Social  
Associée

CABINET  
ADHÉRENT



ASSOCIATION CENTRE NATIONAL  
DE DANSE CONTEMPORAINE D'ANGERS  
17 rue de la Tannerie  
49101 ANGERS CEDEX 02

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
Exercice clos le 31 décembre 2024**



4 rue Fernand Forest  
BP 90825  
49008 **ANGERS** CEDEX 01  
+33 (0)2 41 47 01 10

22 mail Pablo Picasso  
44000 **NANTES**  
+33 (0)2 40 95 36 79

[www.fidaco.com](http://www.fidaco.com)  
[fidaco@fidaco.com](mailto:fidaco@fidaco.com)

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre Pays de la Loire  
Société de commissaires aux comptes Compagnie Régionale Ouest Atlantique  
RC ANGERS B 303 526 966 - N° TVA intracommunautaire FR 06 303 526 966  
SAS au capital de 173 600 €



**ASSOCIATION CENTRE NATIONAL  
DE DANSE CONTEMPORAINE D'ANGERS**

17 rue de la Tannerie  
49101 ANGERS CEDEX 02

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
Exercice clos le 31 décembre 2024**

A l'assemblée générale du Centre National de Danse Contemporaine d'Angers,

**OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Centre National de Danse Contemporaine d'Angers relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**FONDEMENT DE L'OPINION**

***Référentiel de l'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport



### **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

### **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ENTITE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son activité, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.



Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à ANGERS, le 10 juin 2025

Pour FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL  
*Commissaire aux comptes*

**Frédéric PLOQUIN**  
*Associé*

10 juin 2025

DocuSigned by:  
*Frédéric Ploquin*  
B618C8E3451341B...

## **Annexe au rapport : Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux comptes**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son activité. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Centre national danse contemporaine - Angers      BILAN AU 31/12/2024

ACTIF		Exercice 31/12/2024		Exercice 31/12/2023
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b> Immobilisations incorporelles Frais d'établissement Frais de recherche et de développement Donations temporaires d'usufruit Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires Immobilisations incorporelles en cours Autres immobilisations incorporelles <b>Immobilisations corporelles</b> Constructions Installations techniques, matériel et outillage industriels Immobilisations corporelles en cours Autres immobilisations corporelles <i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i> <b>Immobilisations financières</b> Participations et Créances rattachées Autres titres immobilisés Prêts Autres		11 434,72	10 727,39	1 498,13
		340 317,79	53 568,79	282 321,00
		299 314,07	240 849,02	66 942,93
		49 291,55	31 353,69	17 938,49
		5 801,46		7 801,46
		<b>706 159,59</b>	<b>336 498,89</b>	<b>376 502,01</b>
<b>Total I</b>				
<b>ACTIF CIRCULANT</b> Stocks et en-cours Créances Créances clients, usagers et comptes rattachés <i>Créances reçues par legs ou donations</i> Autres Valeurs mobilières de placement Instruments de trésorerie Disponibilités Charges constatées d'avance	79 703,72	79 703,72		93 802,71
	194 438,07	194 438,07		109 037,51
	0,34	0,34		0,34
	443 678,66	443 678,66		532 897,93
	21 903,00	21 903,00		37 771,00
<b>Total II</b>	<b>739 723,11</b>	<b>739 723,11</b>		<b>773 508,81</b>
<b>Total III</b>				
Frais d'émission des emprunts (III) Primes de remboursement des emprunts (IV) Ecart de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>1 445 882,70</b>	<b>1 109 383,81</b>	<b>336 498,89</b>	<b>1 150 010,82</b>

PASSIF		Exercice 31/12/2024	Exercice 31/12/2023
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b> Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise Fonds propres statutaires Fonds propres complémentaires Fonds propres avec droit de reprise Fonds statutaires Fonds propres complémentaires Ecart de réévaluation Réserves Réserves statutaires ou contractuelles Autres Report à nouveau Excédent ou déficit de l'exercice <b>Situation nette (sous total)</b> Fonds propres consommables Subventions d'investissement Provisions réglementées <b>Total I</b>		359 344,59	307 332,90
		5 594,88	52 011,69
		<b>353 749,71</b>	<b>359 344,59</b>
		31 920,11	38 635,93
		<b>385 669,82</b>	<b>397 980,52</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b> Fonds reportés liés aux legs ou donations Fonds dédiés <b>Total II</b>		28 917,00	80 693,30
		<b>28 917,00</b>	<b>80 693,30</b>
<b>PROVISIONS</b> Provisions pour risques Provisions pour charges <b>Total III</b>		94 028,99	84 928,89
		<b>94 028,99</b>	<b>84 928,89</b>
<b>Fonds dédiés</b> - sur subventions de fonctionnement - sur autres ressources <b>Total III bis</b>			
<b>DETTES</b> Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières diverses Avances et acomptes reçus Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés Dettes des legs ou donations Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes Instruments de trésorerie Produits constatés d'avance <b>Total IV</b>		208 343,74	168 403,06
		<b>256 199,26</b>	<b>235 717,54</b>
		136 225,00	180 800,08
		<b>600 768,00</b>	<b>586 408,11</b>
<b>Ecart de conversion Passif (V)</b>			
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)</b>		<b>1 109 383,81</b>	<b>1 150 010,82</b>

Centre national de danse contemporaine - Angers

COMPTE DE RESULTAT au 31/12/2024

COMPTE DE RESULTAT		Exercice 31/12/2024	Exercice 31/12/2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b> Cotisations Ventes de marchandises Ventes de Biens et Services Ventes de Biens Montant net du chiffre d'affaires dont ventes de dons en nature Ventes de prestations de service dont parainages Produits de tiers financeurs Concours publics et subventions d'exploitation Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable Ressources liées à la générosité du public Dons manuels Mécanâts Legs, donations et assurance-vie Contributions financières Production stockée Production immobilisée Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges Utilisation des fonds dédiés Autres produits	<b>Total 1</b>	<b>2 568 452,99</b>	<b>2 421 021,21</b>
	<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
	Achats de marchandises		
	Variations de stocks de marchandises		
	Achats de matières premières et fournitures		
	Variation de stock de matières premières et fournitures		
	Achats d'autres approvisionnements		
	Variation de stock d'approvisionnement		
	Autres achats et charges externes		
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés		
	Salaires et traitements		
	Charges sociales		
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
	Dotations aux provisions		
	Report sur fonds dédiés		
	Autres charges		
<b>Total 2</b>	<b>2 590 343,95</b>	<b>2 590 343,95</b>	<b>2 383 064,16</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)</b>		<b>-21 891,36</b>	<b>37 957,05</b>

COMPTE DE RESULTAT		Exercice 31/12/2024	Exercice 31/12/2023
<b>PRODUITS FINANCIERS</b> Produits financiers de participation Produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement  <b>CHARGES FINANCIERES</b> Dotations aux amortissements et aux provisions Intérêts et charges assimilés Différences négatives de change Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement	<b>Total 5</b>	<b>8 849,22</b>	<b>8 397,95</b>
	<b>2. RESULTAT FINANCIER (5-6)</b>	<b>337,51</b>	<b>0,97</b>
	<b>3. RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (1+2+3+4+5-6)</b>	<b>8 511,71</b>	<b>8 396,98</b>
	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b> Produits exceptionnels sur opération de gestion Produits exceptionnels sur opération de capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	<b>9 215,82</b>	<b>5 657,66</b>
	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b> Charges exceptionnelles sur opération de gestion Charges exceptionnelles sur opération de capital Dotations aux amortissements et aux provisions	<b>1 333,07</b>	<b>0,00</b>
	<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (7-8)</b>	<b>7 882,75</b>	<b>5 657,66</b>
	Participation des salariés aux résultats (9)		
	Impôts sur les bénéfices (10)		
	<b>TOTAL DES PRODUITS (1+3+5+7+11)</b>	<b>2 586 517,63</b>	<b>2 435 076,82</b>
	<b>TOTAL DES CHARGES (2+4+6+8+9+10+12)</b>	<b>2 592 112,51</b>	<b>2 383 065,13</b>
	<b>EXCEDENT (&gt;0) - DEFICIT (&lt;0)</b>	<b>-5 594,88</b>	<b>52 011,69</b>
	<b>PRODUITS CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b> Dons en nature Prestations en nature Bénévolat	<b>123 986,94</b>	<b>116 656,80</b>
	<b>Total A</b>	<b>123 986,94</b>	<b>116 656,80</b>
	<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b> Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations en nature Personnel bénévole	<b>123 986,94</b>	<b>116 656,80</b>
	<b>Total B</b>	<b>123 986,94</b>	<b>116 656,80</b>

Annexe



## **Annexe aux comptes annuels**

### **Préambule**

L'exercice social clos le 31 décembre 2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31 décembre 2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice 2024 avant affectation du résultat est de 1 109 383,31 €

Le résultat net comptable est un déficit de 5 594,88 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par le Cndc d'ANGERS.

Le Cndc, Centre Chorégraphique National, a pour objet la création et la diffusion d'œuvres chorégraphiques contemporaines, invite des artistes en résidence, partage la pratique de la danse et sa pensée. C'est une Ecole Supérieure de Danse Contemporaine, composée d'un cursus de formation d'interprètes

Le Cndc utilise tous les moyens nécessaires et disponibles pour œuvrer au développement de la danse contemporaine, à la formation supérieure, à la création, à la sensibilisation et à la diffusion, conformément au projet approuvé par son Conseil d'Administration, en convergence avec les orientations de politique culturelle de l'Etat et la Ville d'Angers.

### Faits marquants de l'année 2024

- Le premier mandat de Noé Soulier arrivant à terme au 31 décembre 2024, il a été rédigé, conformément à la procédure, une autoévaluation du 1<sup>er</sup> mandat ainsi que les perspectives pour le suivant. La Ministre a validé le renouvellement du mandat de Noé Soulier à la tête du Cndc pour 3 ans, par courrier le 4 juillet 2024, adjoint de quelques préconisations.
- La nouvelle pièce de Noé Soulier *Close Up* a été créée le 15 juillet 2024 en l'Opéra Grand Avignon dans le cadre du Festival d'Avignon, elle a été présentée à Angers les 9 et 10 octobre 2024, puis est partie en tournée cet automne.
- Départ d'une promotion d'étudiants suite à l'obtention de leur diplôme en juin 2024 et arrivée de la nouvelle promotion en septembre 2024 suite aux auditions du printemps (500 candidats)
- Nouvelle association d'artistes, pour 3 ans, avec 2 nouvelles artistes associées : Maud Blandel et Léa Vinette.
- Annonce en décembre 2024, du retrait de la Région des Pays de la Loire du financement du Cndc à partir de l'année 2025. Cela va avoir des conséquences notamment sur l'activité. Le Cndc travaille à des solutions à court, moyen et long terme pour absorber cette baisse.

## **Règles et méthodes comptables**

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Indépendance des exercices
- Permanence des méthodes comptables

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, en particulier celles résultant du règlement du ANC 2018-06.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## **Notes sur l'actif immobilisé**

Les immobilisations sont comptabilisées en application des règles issues du règlement ANC n° 2014-03.

### **Immobilisations corporelles et incorporelles**

En application des règlements comptables, les immobilisations inscrites à l'actif du bilan sont :

- identifiables
- porteuses d'avantages économiques futurs
- contrôlées par l'entité
- évaluées de façon fiable.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires; déduction faite des rabais, remises et ristournes obtenus) ou à leur coût de production.

Les immobilisations par nature décomposables ont fait l'objet d'une décomposition lorsque les montants des différents composants apparaissent significatifs et/ou ont des durées d'utilisation distinctes de celles de la structure.

## Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

ACTIF IMMOBILISE	SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
	Valeur brute début exercice	Acquisitions apports, création virements	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	348 052	4 428	727	351 753
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	363 103	12 848	27 345	348 606
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	7 801		2 000	5 801
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>718 956</b>	<b>17 276</b>	<b>30 073</b>	<b>706 159</b>

## Amortissements

Les amortissements sont comptabilisés selon les durées d'utilisation réelles de chaque type d'immobilisation.

Lorsque des indices de perte de valeur apparaissent, une dépréciation des immobilisations est constituée si la valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue :

- Logiciel et licences	1 à 10 ans
- Matériel et outillage techniques	3 à 10 ans
- Installations scéniques	4 à 7 ans
- Mobilier et matériel de bureau	3 à 10 ans
- Agencements et installations	5 à 10 ans
- Matériel de transport	1 à 5 ans

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	64 233	791	727	64 296
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	278 222	21 326	27 345	272 203
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>342 454</b>	<b>22 117</b>	<b>28 072</b>	<b>336 499</b>

## Subventions d'investissement

Le Cndc avait entamé au cours de l'exercice 2010 une première tranche des travaux de numérisation de son fonds vidéo (période 1978 – 1992). Les exercices 2011 et 2012 ont été orientés vers les périodes 1978 à 1993 et 1994 à nos jours.

Les travaux de numérisation des années antérieures constituant une immobilisation non amortissable, la subvention reçue doit être réintégrée au résultat par dixième tous les ans.

Le Cndc a renouvelé en 2021 une partie de matériel technique aux studios des Abattoirs (Rue de Doyenné – Angers) et de Création (Théâtre le Quai- Angers), pour ce faire la DRAC et la région ont versé des subventions d'équipement amortissables au rythme de l'amortissement des biens acquis (5 à 10 ans selon les matériels).

Le Cndc a acquis un vélo cargo en remplacement d'un véhicule diesel, et a reçu pour cela une prime à la conversion qu'il a choisi d'amortir sur la durée d'amortissement du vélo.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
	Montant début exercice	Subventions reçues	Diminutions	Montant fin exercice
SUBVENTIONS ETAT - NUMERISATION	111 997			111 997
SUBVENTIONS ETAT – Investissement équipement	30 000			30 000
SUBVENTIONS Région – Investissement équipement	20 000			20 000
SUBVENTIONS ETAT – Prime à la conversion		2 500		2 500
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>161 997</b>	<b>2 500</b>		<b>164 497</b>

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
SUBVENTIONS ETAT - NUMERISATION	109 498	1 667		109 498
SUBVENTIONS ETAT – Investissement équipement	6 341	4 279		6 341
SUBVENTIONS Région – Investissement équipement	7 522	2 852		7 522
SUBVENTIONS ETAT – Prime à la conversion		418		418
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>123 361</b>	<b>9 216</b>		<b>132 577</b>

## Notes sur l'actif circulant

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### État des créances

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	5 801		5 801
DE L'ACTIF CIRCULANT	274 142	274 142	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	21 903	21 903	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>301 846</b>	<b>296 045</b>	<b>5 801</b>

#### Produits à recevoir par poste du bilan

PRODUITS A RECEVOIR	Montant
<b>Immobilisations financières</b>	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
<b>Créances</b>	
Créances clients et comptes rattachés	
Personnel	
Organismes sociaux	
État	61 750
Divers, produits à recevoir	112 265
Autres créances	
<b>Valeurs Mobilières de Placement</b>	
<b>Disponibilités</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>174 015</b>

#### Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	Charges
Charges d'exploitation	21 903
Charges financiers	
Charges exceptionnels	
<b>TOTAL</b>	<b>21 903</b>

## Notes sur le passif

### Tableau des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	307 333	52 012			359 345
Réserves pour projets					
Report à nouveau					
Résultat de l'exercice	52 012	- 52 012		- 5 595	- 5 595
<b>Situation nette</b>	359 345			- 5 595	353 750
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	38 636		2 500	- 9 216	31 920
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>397 981</b>		<b>2 500</b>	<b>3 621</b>	<b>385 670</b>

### Provisions

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	84 929	9 100		94 029
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	321		321	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>85 250</b>	<b>9 100</b>	<b>321</b>	<b>94 029</b>

### État des dettes

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers			
Fournisseurs et comptes rattachés	208 344	208 344	
Personnel et comptes rattachés	108 306	108 306	
Sécurité sociale et autres organismes	102 562	102 562	
Dettes fiscales	45 331	45 331	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits constatés d'avance	136 225	136 225	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>600 768</b>	<b>600 768</b>	

## Charges à payer par poste du bilan

CHARGES À PAYER	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	83 043
Dettes fiscales et sociales	161 072
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	

<b>TOTAL</b>	<b>244 115</b>
--------------	----------------

## Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance ne sont composés que de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	Produits
Produits d'exploitation	136 225
Produits financiers	
Produits exceptionnels	

<b>TOTAL</b>	<b>136 225</b>
--------------	----------------



## Fonds dédiés

Les sommes restantes à utiliser dans le cadre de subventions ou de ressources affectées sont les suivantes.

SUBVENTIONS AFFECTEES	Fonds à engager au début de l'exercice	Montant perçu au cours de l'exercice	Utilisations de l'exercice	Fonds restant à engager en fin d'exercice
Ministère de la Culture – Enseignement : Stages	13 213	4 444	13 213	4 444
Ministère de la Culture – Enseignement : Auditions - Examens	20 000	3 000	20 000	3 000
DRAC - Jumelage EAC	27 704		15 937	11 767
Département EAC	14 776		10 069	4 707
Préfecture – Trélazé	5 000	5 000	5 000	5 000
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>80 693</b>	<b>12 444</b>	<b>64 219</b>	<b>28 918</b>

Précisions sur les fonds dédiés :

**Stages :** Ces fonds dédiés sont destinés aux stages et à la mobilité des étudiants suivant le cursus de l'école supérieure du Cndc.

- Les stages des étudiants ont principalement lieu pendant les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> année du cursus de formation.
  - Pour les étudiants de la promotion sortie en juin 2024 les stages ont eu lieu et la partie non utilisée du fond dédié a été soldée.
  - A compter de septembre 2024 le Cndc provisionne chaque année 13.3 k€ pour ces stages.
  - Pour les étudiants de la promotion arrivée en septembre 2024, leur enveloppe de stage est entièrement reportée sur la suite de leur cursus
- Depuis 2023 le Cndc a mis en place une provision pour les dépenses liées aux auditions et aux examens qui ont lieu une fois par cursus, respectivement avant le début du cursus (1<sup>er</sup> semestre 2027 pour la promotion 27-30) et à la fin du cursus (1<sup>er</sup> semestre 2027 pour la promotion actuelle), ce, afin de répartir la charge financière de l'organisation de ces évènements sur l'entièreté du cursus (3 ans)

**EAC :** (DRAC Jumelage + Département) : Ces fonds dédiés sont destinés à financer des actions éducatives et artistiques qui n'ont pu être réalisées notamment du fait de la crise sanitaire depuis 2020. L'année 2024 a utilisé une grande partie de ses fonds.

## Notes sur le compte de résultat

### Ventilation des ressources

RESSOURCES	Montant
<b>Subventions</b>	
DRAC – Enseignement	521 300
DRAC - Fonctionnement	615 000
DRAC - Plan de relance	15 000
DRAC - Jumelage	20 000
DRAC - Artiste Associée	45 000
DRAC - Culture Pro - VHSS	2 800
Région des Pays de la Loire	123 500
Département du Maine et Loire	12 000
Département du Maine et Loire - Action éducatives	9 333
Ville d'ANGERS - Fonctionnement	519 099
Autres subventions	76 413
Taxe d'apprentissage	11 171
	<b>1 970 616</b>
<b>Ressources propres</b>	
Billetterie spectacles	112 270
Cessions de spectacles et produits associés	178 647
Coproductions	94 029
Stages et cours	16 011
Droits d'inscriptions	21 338
Recettes diverses	41 381
Concours publics	4 000
	<b>467 676</b>
<b>Mécénat</b>	<b>39 201</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 477 493</b>

### Subventions d'exploitation :

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

### Résultat exceptionnel :

Les produits exceptionnels sont composés des quotes-parts de subventions virées au compte de résultat. (Numérisation et investissements).

## Informations spécifiques aux organismes de formation

Ressources de l'organisme	2024		2023	
	Montants	%	Montants	%
Instances européennes				
État	563 146	86 %	595 694	84 %
Région				
Autres collectivités territoriales				
Collecte Taxe d'apprentissage	11 171	2 %	3 784	1 %
Autres ressources	83 950	13 %	42 384	15 %
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>658 267</b>	<b>100 %</b>	<b>641 862</b>	<b>100 %</b>

Ventilation par finalité des actions de formation	2024		2023	
	Montants	%	Montants	%
Diplômantes	613 286	93 %	511 165	80 %
Perfectionnement professionnel et qualifiant : Formation professionnelle continue	44 981	7 %	130 697	20 %
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>658 267</b>	<b>100 %</b>	<b>641 862</b>	<b>100 %</b>

## Engagements

### Engagement de crédit-bail

CREDIT-BAIL	Terrains	Constructions	Installations matériel outillage	Autres	Total
REDEVANCES PAYÉES : - cumuls exercices antérieurs - redevances de l'exercice					
<b>TOTAL</b>					

REDEVANCES RESTANT À PAYER : - à un an au plus - à plus d'un an et cinq ans au plus - à plus de cinq ans					
<b>TOTAL</b>					

VALEUR RÉSIDUELLE - à un an au plus - à plus d'un an et cinq ans au plus - à plus de cinq ans					
<b>TOTAL</b>					

Montant pris en charge dans l'exercice					
--	--	--	--	--	--

### Engagements de retraite

Les engagements de retraite au 31 décembre 2024 s'élèvent à 94 029 EUR. Ils sont comptabilisés depuis 2014.

Les engagements sont calculés avec la méthode dite des "unités de crédits projetés", imposée dans la norme IAS 19 et recommandée par le Conseil National de Comptabilité.

- Taux d'actualisation 3.35 %
- Évolution de carrière 2 % constant
- Table de mortalité INSEE 2024
- Turn Over Faible
- Age de départ 60-64 ans
- Convention collective Artistique
- Taux de charges sociales 43 %

## Autres informations

### Effectif des permanents présents au 31 décembre 2024 (en nombre)

Catégories de salariés	Effectifs
Cadres	10
Agents de maîtrise et techniciens	6
Employés (dont CAE et apprentie)	2

<b>TOTAL</b>	<b>18</b>
--------------	-----------

### Effectif des permanents au 31 décembre 2024 (en ETP)

Catégories de salariés	Effectifs
Cadres	9.7
Agents de maîtrise et techniciens	5.8
Employés	1.7

<b>TOTAL</b>	<b>17.2</b>
--------------	-------------

### Effectif des salariés occasionnels pour l'année 2024 (ETP)

Catégories de salariés	Effectifs
Artistes	0.87
Techniciens	0.30
Employés occasionnels	0.03

<b>TOTAL</b>	<b>1.20</b>
--------------	-------------

## Mises à disposition par la Ville d'ANGERS

### - Convention du 10 juin 2024

Mise à disposition à titre gracieux des locaux ("Ecole André Moine") situé 15, boulevard Georges Clémenceau à ANGERS : 9 chambres, sanitaires, cuisine, salon, 2 studios de danse, sanitaires, vestiaires, pour une durée du 14 novembre 2023 jusqu'au 13 novembre 2026.

Cette mise à disposition est valorisée à 61 176 € dans la convention.

La Ville d'ANGERS prend en charge l'eau, l'électricité et le chauffage, l'entretien du gros œuvre et des extincteurs, contre le paiement d'un forfait mensuel de charges de 473.64 € par le Cndc pour la partie logements.

La Ville d'ANGERS prend en charge l'eau, l'électricité et le chauffage, l'entretien du gros œuvre et des extincteurs pour la partie des studios de danse. Ce montant est valorisé à 5 854.50 € par an.

### - Convention du 10 février 2023

Mise à disposition des locaux "Les Abattoirs" situé 56 boulevard du Doyenné à ANGERS, en partage avec le CDN le Quai : 1 studio de danse, pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> juin 2022, soit jusqu'au 31 mai 2025.

Cette mise à disposition est valorisée à 44 509 € dans la convention.

La Ville d'ANGERS prend en charge l'eau, l'électricité et le chauffage, l'entretien du gros œuvre et des extincteurs. Ce montant est valorisé à 8 569.44 € par an.

### - Convention d'objectifs 2024

Mise à disposition du personnel des ateliers décors de pour la conception et la fabrication de décors.

Cette mise à disposition est valorisée à 3 878 € par an.

### - Convention du 20 juin 2007

Mise à disposition des locaux situés 17 rue de la Tannerie à ANGERS : bureaux, 1 studio de création, 3 studios de répétition.

L'Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) CDN - Le Quai, qui gère le lieu, fournit également les 2 salles de représentation en ordre de marche (Théâtre 900 et Théâtre 400), à compter du 4 mai 2007 et pour une durée indéterminée jusqu'à la dissolution ou la transformation juridique de l'EPCC ou du Cndc.

L'EPCC prend en charge l'eau, l'électricité et le chauffage, l'entretien du gros œuvre et des installations de sécurité.

Cette mise à disposition ne fait pas l'objet d'une valorisation.